

tenue sous la présidence de Monsieur SANTONI, assisté(e)
de Madame BIODORE et Madame SOLLIER, Conseillères
En présence de Monsieur SABATIER-RAFFIN, Rapporteur public
Madame LUBINO, Greffier

09 heures 00

01)	DOSSIER N° 2301585	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
Titre de l'affaire Mme XX demande au tribunal d'annuler la décision de la DEETS lui attribuant un CIA de niveau 2, au titre de l'année 2022		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame XX	Madame XX
Défendeur	DIRECTION DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	LE DIRECTEUR
02)	DOSSIER N° 2301586	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
Titre de l'affaire Mme XX demande au tribunal d'annuler la décision de la DEETS lui attribuant un CIA de niveau 2, au titre de l'année 2022		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame XX	Madame XX
Défendeur	DIRECTION DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	LE DIRECTEUR
03)	DOSSIER N° 2400039	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
Titre de l'affaire Mme XX demande au tribunal d'annuler les arrêtés n° U12294700525916 et U12294700525929 en date du 1er décembre 2022 du préfet portant requalification d'un congé de maladie en congé de longue maladie et requalification du congé de longue maladie en congé de longue durée.		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame BXX	Maître ARMAND LIONEL (Cour)
Défendeur	PREFET DE LA GUADELOUPE	

09 heures 00

04)	DOSSIER N° 2400055	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
Titre de l'affaire	Mme XX demande au tribunal d'annuler la décision tacite de rejet de la commune de Sainte-Rose refuser de dresser procès-verbal de constat d'infraction pour les travaux réalisés non conformément au permis de construire tacite dont serait bénéficiaire M. Pietrus	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame XX	SEP LACHAUD MANDEVILLE COUTADEUR & Associés (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINTE-ROSE	LE MAIRE
Observateur	Monsieur XX	Monsieur XX
05)	DOSSIER N° 2400346	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire	M. XX demande au tribunal de prononcer la décharge des cotisations supplémentaires de taxe sur la valeur ajoutée au titre des années 2016 et 2017 pour la somme de 43.178 euros et 64.764 euros	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur XX	Maître GUEUNIER Charles (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE GUADELOUPE	M. le directeur régional
06)	DOSSIER N° 2400369	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire	M. XX, demande au tribunal de prononcer la décharge des impositions et pénalités supplémentaires mises à la charge pour un montant de 37.729,00 euros au titre de l'impôt sur le revenu et prélèvements sociaux des années 2016 et 2027	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur XX	Maître MICHEL-GABRIEL Isabel (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE GUADELOUPE	M. le directeur régional

09 heures 00

07)	DOSSIER N° 2400202	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire	Mme XX demande au tribunal d'annuler le rapport relatif au compte rendu de rendez-vous de carrière	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame XX	Madame XX
Défendeur	ACADEMIE DE LA GUADELOUPE	
08)	DOSSIER N° 2400163	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire	Le FONDS DE GARANTIE DES VICTIMES D'ACTES DE TERRORISME ET D'AUTRES INFRACTIONS (FGTI) demande au tribunal de condamner l'Etat à lui verser la somme de 23.380 euros tendant au remboursement des indemnités qu'il a versées à M. Félicite, fonctionnaire de l'administration pénitentiaire agressé en service par un détenu	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	FONDS DE GARANTIE	S.E.L.A.F.A CABINET CASSEL (Cour)
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	M. le Ministre
Observateur	Monsieur FELICITE Manuel	Monsieur FELICITE Manuel
09)	DOSSIER N° 2400422	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire	M. XX demande au tribunal de condamner la commune de Baie-Mahault et la communauté d'agglomération Cap Excellence à lui verser la somme de 18.116,52 au titre de préjudices subis du fait d'un nid-de-poule ouvert au milieu de la chaussée sur un chemin relevant de la compétence soit de la ville de Baie-Mahault, soit de la communauté d'agglomération de Cap Excellence	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur XX	Maître LETIN André
Défendeur	COMMUNE DE BAIE-MAHAULT	CABINET COUDRAY
Observateur	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CAP EXCELLENCE CAISSE GENERALE DE SECURITE SOCIALE DE LA GUADELOUPE MUTUELLE GENERALE	Le Directeur

09 heures 00

10)	DOSSIER N° 2400435	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire	La société BITASYON, demande au tribunal : 1/ d'annuler la décision implicite en date du 26 février 2024 par laquelle la Commune de Morne-à-l'Eau a rejeté sa demande indemnitaire préalable pour les dommages causés, d'une part, par le classement illégal du terrain en zone AGF, au titre du PLU approuvé le 30 octobre 2017 et, d'autre part, par les décisions illégales de refus d'autorisation d'urbanisme qui lui ont été opposées ; 2/ de condamner la Commune de Morne-à-l'Eau à lui verser la somme de 1.003.270€ HT	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SCCV BITASYON	OVEREED (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE MORNE A L'EAU	LETANG AVOCATS
11)	DOSSIER N° 2400472	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire	La société BITASYON demande au tribunal d'annuler l'opposition à la déclaration préalable n° DP 97111624m0007 en date du 20 février 2024 de la commune de Morne à l'Eau	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	BITASYON	OVEREED (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE MORNE A L'EAU	LETANG AVOCATS
12)	DOSSIER N° 2400791	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire	La société BITASYON demande au tribunal d'annuler la décision implicite en date du 18 juin 2024 de la commune de Morne à l'Eau rejetant sa demande d'abrogation du classement de la parcelle cadastrée BC n° 24 par le plan local d'urbanisme	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SCCV BITASYON	OVEREED (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE MORNE A L'EAU	LETANG AVOCATS

09 heures 00

13)	DOSSIER N° 2400203	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
-----	--------------------	-------------------------------------

Titre de l'affaire La société LES RESIDENCES DE LA CARAVELLE demande au tribunal d'annuler la décision en date du 4 décembre 2023 de la DRFIP rejetant sa demande remboursement de crédit de taxe sur la valeur ajoutée et de condamner la DRFIP à lui rembourser la somme de 35.489 euros

Nom des parties

Demandeur SARL LES RESIDENCES DE LA CARAVELLE

Défendeur DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE
GUADELOUPE

Représentants des parties

Maître CATALAN Raymonde (Cour)

M. le directeur régional

Arrêté le 27/01/2026

Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur SANTONI, assisté(e)
de Madame BIODORE et Madame SOLLIER, Conseillères
En présence de Monsieur SABATIER-RAFFIN, Rapporteur public
Madame LUBINO, Greffier

10 heures 30

01)	DOSSIER N° 2400191	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
Titre de l'affaire	M. XX, demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024/54 en date du 6 février 2024 du préfet l'obligeant à quitter le territoire sans délai	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur XX	Maître MATHURIN KANCEL JOHANNA (Cour)
Défendeur	PREFET DE LA GUADELOUPE	
02)	DOSSIER N° 2400334	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
Titre de l'affaire	M. XX, demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2023/266 en date du 7 novembre 2023 lui refusant un titre de séjour et l'obligeant à quitter le territoire	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur XX	Maître TETEIN-AYMER Béatrice (Cour)
Défendeur	PREFET DE LA GUADELOUPE	
03)	DOSSIER N° 2400549	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
Titre de l'affaire	M. XX, demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024/151 en date du 4 mai 2024 du préfet l'obligeant à quitter le territoire sans délai	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur XX	PANCREL NOÉMIE
Défendeur	PREFET DE LA GUADELOUPE	

10 heures 30

04)	DOSSIER N° 2400563	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
Titre de l'affaire Mme XX, demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2023/248 en date du 13 octobre 2023 du préfet lui refusant un titre de séjour et l'obligeant à quitter le territoire		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Madame XX	Maître NERÔME Pascal C. (Cour)
Défendeur	PREFET DE LA GUADELOUPE	
05)	DOSSIER N° 2400992	RAPPORTEURE: Madame Valérie BIODORE
Titre de l'affaire M. XX, demande au tribunal d'annuler la décision n° PR2024/228 du 19 juillet 2024 fixant la République dominicaine comme pays de destination		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Monsieur XX PREFET DE LA	Maître MATHURIN KANCEL JOHANNA (Cour)
Défendeur	GUADELOUPE	
06)	DOSSIER N° 2400510	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire M. XX demande au tribunal d'annuler la décision n° 2024/136 en date du 22 avril 2024 du préfet fixant le pays de renvoi		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Monsieur XX	Maître MONNERVILLE CATHERINE Catherine (Cour)
Défendeur	PREFET DE LA GUADELOUPE	

Arrêté le 27/01/2026
Le président du tribunal

tenue sous la présidence de Monsieur SANTONI, assisté(e)
de Madame BIODORE et Madame SOLLIER, Conseillères
En présence de Madame CREANTOR, Rapporteure publique
Madame LUBINO, Greffier

11 heures 00

01)	DOSSIER N° 2400981	RAPPORTEURE: Madame Marie SOLLIER
Titre de l'affaire	La société d'exploitation de la CLINIQUE LES EAUX CLAIRES demande au tribunal d'annuler la décision du ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion en date du 21 mai 2024 refusant l'autorisation de licenciement de Monsieur Manuel CAMPOS, membre titulaire du CSE.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SOCIETE D'EXPLOITATION DES EAUX CLAIRES	CUARTERO CHRISTOPHE (Cour)
Défendeur	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PRO. ET DU DIALOGUE SOCIAL	Bureau du contentieux général
	DIRECTION DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES	LE DIRECTEUR
Observateur	Monsieur CAMPOS Manuel	METIN & ASSOCIES
Arrêté le 27/01/2026		
Le président du tribunal		